

LA CORDIALITÉ DES RELATIONS DE L'ÉGLISE ET DE L'ÉTAT FRANÇAIS

En mai 1936, à l'avènement du Front populaire, quelques catholiques manifestèrent leurs craintes de voir déferler une nouvelle vague d'anticléricalisme sur le sol de la République : les plus sombres jours du « combisme » hantaient ces esprits pessimistes.

A l'étranger, dans certains pays — ceux où précisément l'Église est aujourd'hui brimée sinon persécutée —, on se réjouissait déjà : nombre de journalistes prenaient un malin plaisir à représenter la France comme un pays « pourri, bolchevisant, antireligieux et maçonnique ».

Fort heureusement, craintes de ceux-là, espoirs de ceux-ci sont demeurés vains : grâce à Dieu, l'Église est, en France, aussi respectée — c'est le moins que l'on puisse dire — aujourd'hui qu'elle l'était antérieurement à mai 1936. Loin de se départir d'une attitude correcte à son égard, les Ministères qui se sont succédé depuis cette date (Blum, ensuite Chautemps, puis de nouveau Blum, enfin Daladier) lui ont même témoigné — si paradoxal que cela puisse paraître — une déférence beaucoup plus marquée que leurs prédécesseurs : toute une série de manifestations et de faits extrêmement significatifs l'atteste indiscutablement.

Brossons donc de ces manifestation un rapide tableau chronologique afin d'en mieux pouvoir discerner les causes.

A. — Attitude déférente des pouvoirs publics à l'égard de l'Église

Mai 1937 !... Paris !... Arts et Techniques !... Pour la première fois dans l'histoire des expositions universelles, un pavillon pontifical, puissante évocation de l'Église immortelle, est dressé... et c'est au cœur de la France, de la France que gouverne alors M. Léon Blum !

Au cours du même été, avec l'accord et presque toujours l'appui des pouvoirs publics, de grandioses manifestations catholiques se déroulent tant dans la capitale qu'en province.

C'est, à Lisieux, le Congrès eucharistique national que préside S. Ém. le Cardinal Pacelli en qualité de légat du Pape !

Ce sont, à Lourdes, les imposantes cérémonies du Pèlerinage National auxquelles assistent 65,000 personnes dont plus d'un millier de malades !

Ce sont, à Paris, les différents Congrès de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (30,000 participants), de la Fédération Gymnique et Sportive des Patronages de France (30,000 participants), de la Jeunesse Ouvrière Catholique (80,000 participants) ; puis, dans un ordre d'idées un peu différent, la série des représentations du « Vrai Mistère de la Passion », jouées sur le parvis de Notre-Dame et suivie chaque fois par quelque dix milliers de spectateurs enthousiastes !

Et la grande presse d'information, jusqu'alors si réservée en ce qui concerne l'actualité religieuse, lui consacre cette fois les plus larges comptes rendus.

Quant aux membres du gouvernement, ils ne craignent point de donner eux-mêmes le ton. En juillet, ils reçoivent le Cardinal Pacelli, légat pontifical, avec tous les honneurs réservés aux souverains. Quelques mois plus tard, ils accueillent avec la même courtoisie et le même éclat, Mgr Constantini, Secrétaire de la Sacrée Congrégation de la Propagande, puis le cardinal Tappouni, patriarche syrien d'Antioche.

Et en marge des « officiels », des radicaux notoires, en des articles retentissants, mettent l'accent sur la nécessité d'enterrer à tout jamais le vieil anticléricalisme de 1905, tels MM. Émile Roche et Pierre Dominique dans *La République*, Gaboriaud dans *l'Ère Nouvelle* et Henri Guernut dans *la France de Bordeaux et du Sud-Ouest*. Ce dernier, après un éloge assez imprévu du Vatican, n'a point hésité à écrire en guise de conclusion :

« ... La papauté ne serait-elle qu'une puissance spirituelle, je dis qu'à cause de cela nous lui devrions des égards. A une heure où les forces morales, gravement négligées, conservent néanmoins une influence, j'aimerais que mon pays ne ménagât point son respect à ceux qui les cultivent. En de telles compagnies, on ne risque pas de s'avilir, on se grandit. »

D'autre part, le 12 décembre 1937, à l'assemblée générale des sections parisiennes de la D. R. A. C.¹, M. Edmond Black, représentant M. Rivollet, ancien Ministre et Secrétaire général de la Confédération des anciens combattants, affirme solennellement la volonté unanime des anciens combattants français de réclamer les pouvoirs publics, en faveur des religieux, le geste de justice que les catholiques attendent depuis la fin de la « Grande Guerre ».

Aussi, au crépuscule de 1937, la France réapparaît, aux yeux du monde quelque peu étonné, dans son rôle traditionnel de « fille aînée de l'Église ». C'est tellement vrai que le Souverain Pontife n'hésite point à conférer les plus hautes distinctions aux ministres français d'alors : la grand'croix de l'ordre de Pie IX à MM. Chautemps et Delbos et la grand'croix de Saint-Sylvestre à MM. de Tesson, Jean Zay, Bonnet et Chapsal !

* * *

Et 1938 ne le cède en rien à 1937 ! L'entente cordiale entre l'Église et l'État français ne fait que s'affirmer et se consolider par de nombreuses manifestations officielles ou officieuses. Citons notamment :

— la présence d'un membre du gouvernement au jubilé de Mgr Ruch, évêque de Strasbourg ;

— la visite de la cathédrale de Bourges, par le Président de la République lors de son voyage dans l'ancienne capitale du malheureux Charles VII que ses vainqueurs, les Anglais, appelaient le « roi de Bourges » ;

— le Congrès Marial de Boulogne-sur-mer que préside le Cardinal Liénart en qualité de légat pontifical et qui donne lieu aux splendides manifestations que l'on sait (débarquement de la statue miraculeuse de la Vierge) ;

— la Semaine Sociale de Rouen consacrée à l'étude du problème de la « liberté » ;

— la remise solennelle de la croix de la Légion d'honneur au T. C. F. François de Sales, Secrétaire Général de l'Institut

1. D. R. A. C. : Droit du Religieux Ancien Combattant.

des Frères des Écoles chrétiennes, par M. François Charles-Roux, Ambassadeur de France près le Saint-Siège ;

— les honneurs toujours plus marqués réservés à l'éminent et populaire archevêque de Paris, le Cardinal Verdier : notamment, le 8 décembre dernier, présidence du 17^e dîner de la *Revue des Deux-Mondes*, réunion qui, chaque année, groupe les plus illustres noms de la littérature, de la politique, de la diplomatie et de l'armée ; et, plus récemment, le 20 janvier, conférence retentissante faite, au Théâtre Marigny, en présence de nombreuses personnalités, de deux Ministres en exercice entre autres, et diffusée, par les soins de la Radio d'État, non seulement en France, mais jusqu'en Angleterre et même en Amérique ;

— enfin et surtout — nous l'avons gardée pour la bonne bouche parce que vraiment symbolique — l'inauguration solennelle de la cathédrale de Reims, la cathédrale martyre de la Grande Tourmente de 1914-1918, aujourd'hui complètement restaurée, grâce à la générosité de nombreux amis de la France, en particulier de M. Rockefeller.

Sans vouloir entrer dans le détail des cérémonies qui, pendant deux jours, les 9 et 10 juillet, firent alterner dans Reims, magnifiquement pavoisée aux couleurs pontificales et tricolores intimement mêlées, les réceptions officielles, la pompe liturgique et les représentations des « Mistères » devant la cathédrale féériquement embrasée par les jeux des projecteurs, nous nous devons d'en souligner le lustre et surtout d'en dégager la valeur symbolique. Car ces fêtes de Reims furent vraiment le symbole des excellents rapports du Vatican, représenté par le Cardinal Suhard, légat de Sa Sainteté, et de l'État français, représenté par son chef en personne, M. Albert Lebrun !

Au surplus, mieux que les cérémonies elles-mêmes, mieux que la présence des plus hautes autorités civiles et militaires, spirituelles et intellectuelles, mieux que l'allocution du Cardinal Suhard, mieux que le sermon du P. Gillet, mieux que les discours de MM. Paul Marchandeu, Ministre des Finances, député-maire de Reims et Jean Zay, Ministre de l'Éducation Nationale et des Beaux-Arts, le texte du télégramme qui parvenait à Reims, de la Cité du Vatican, dans la soirée du dimanche, 10 juillet, devait témoigner de l'excellence de ces rapports. Qu'on en juge à sa lecture :

« Le Saint-Père, heureux de voir à travers son légat la France entière avec son premier magistrat rassemblée dans le lieu sacré qui la vit naître à la foi du Christ et ayant retrouvé dans les nouvelles splendeurs de la cathédrale le souvenir ému de ses plus grandes gloires, remercie le Dieu tout-puissant, forme le vœu que ces journées solennelles soient l'aurore d'une nouvelle époque de paix dans la justice chrétienne et envoie de tout cœur sa bénédiction pour la fille aînée de l'Église »...

Et puis, en marge des cérémonies officielles, il est également réconfortant d'enregistrer les récentes déclarations de certaines personnalités, notamment celles de M. Camille Chautemps, fils et neveu de ministres très anticléricaux et président du second ministère de Front populaire. Voici en quels termes, l'actuel vice-président du Conseil s'est adressé à un correspondant du journal belge *XXe siècle* venu l'interviewer :

« — ... Le conflit entre l'Église et l'État appartient au passé... Le cardinal Pacelli que j'ai reçu à Paris en ma qualité de chef du gouvernement, a dû rapporter au Saint-Père un tableau exact de la situation religieuse. J'ai lieu de croire que le Pape en a été très satisfait, oui, j'en ai même obtenu des preuves. Nous autres, nous en sommes enchantés, car l'Union de toutes les forces nationales s'impose et le respect réciproque des convictions figure parmi les principes fondamentaux des démocraties. Comparez donc la position de l'Église en France et les misères auxquelles elle est exposée dans d'autres pays ! Je suis sûr que le Vatican a fait cette comparaison et qu'il en a tiré les conséquences.

— Et le rôle des catholiques dans la vie nationale française, M. le Président ?

— Ce rôle est considérable. Il n'a jamais été aussi grand, depuis de longues années, qu'à l'heure présente. L'État et l'Église ne sont plus liés par des chaînes qui entravent la liberté de l'un et de l'autre, mais ils se sont retrouvés sur le terrain d'une large coopération volontaire qui porte ses fruits. L'Église n'est pas sans exercer l'influence légitime qui inhère à son ministère. Cette influence augmentera peut-être encore à l'avenir.

— Et vous n'en êtes pas choqué, M. le Président ?

— Mais, au contraire, j'en suis ravi. Nous faisons tout ce qui est humainement possible pour cultiver et pour développer les bons rapports des deux pouvoirs. Rappelez-vous le geste de mon ami Léon Blum, sa mémorable visite à la nonciature ; souvenez-vous de l'accueil fait à Mgr Pacelli ; questionnez S. Ém. le Cardinal Verdier ou S. Exc. Mgr Valeri. Vous ne risquez pas d'entendre des plaintes. »

Que voilà de fort nettes déclarations qui honorent grandement leur auteur : acceptons-en l'augure avec joie !

Et M. François Charles Roux, Ambassadeur de France près le Saint-Siège, de déclarer, dans son discours du Premier de l'An à la Colonie française de Rome :

« Le fait est que le prestige de la Papauté a rarement été plus grand en France et rarement plus générale l'admiration pour le Souverain Pontife. »

Il va sans dire que cette admiration n'a pas manqué de toucher profondément le Saint-Père : n'a-t-il point confié au Cardinal Gerlier, Primat des Gaules, que « les consolations les plus insignes et les meilleures lui viennent aujourd'hui de France » !

Au surplus, le prestige dont jouit actuellement S. S. Pie XI dans la République française s'est traduit tout récemment, lors de l'ouverture de la session parlementaire 1939 au Palais-Bourbon, par une explosion d'applaudissements unanimes et spontanés, explosion provoquée par les paroles élogieuses et combien méritées du Président Édouard Herriot :

« A Rome, un vieillard vers qui montent nos libres hommages, soutenu par sa vaillance spirituelle, renouvelle la tradition des grands Papes protecteurs de la faiblesse outragée »...

Et, commentant cette manifestation de sympathie des députés français à l'adresse du Souverain Pontife, *l'Ère Nouvelle*, organe radical, émet, sous la plume de M. Albert Milhaud, ces justes réflexions :

« Qu'est-ce qui importe le plus ? Le discours de M. Roosevelt concernant les relations de la démocratie et de la religion ? La visite des ministres britanniques au Vatican ? L'hommage rendu par le Président Herriot au grand vieillard de Rome ? Il est vraisemblable que les trois manifestations auront été agréables au Saint-Siège. Mais, en France et pour la France, c'est bien le discours du président de la Chambre qui compte le plus.

Quand le porte-parole de l'Assemblée de la démocratie, l'animateur du radicalisme, prononce les paroles, unanimement applaudies, qu'a prononcées le Président Herriot, on est en droit de dire que l'on se trouve en présence d'un fait nouveau.

... Si la Chambre ne l'avait pas applaudi et suivi, on pourrait dire qu'une hirondelle ne fait pas le printemps. Mais la Chambre l'a suivi. Une vieille page d'un vieux livre est tournée.

Le Pape Pie XI a gagné une grande bataille dans le monde entier par sa courageuse intervention dans le débat soulevé par le racisme »...

Quant au *Nivernais*, organe du chanoine Auguste Bourgoïn, Directeur des Oeuvres du Diocèse de Nevers, il félicite le Président de la Chambre des Députés avec autant de sincérité que de sérénité, d'objectivité que de clarté :

« Ne recherchons pas si M. Herriot a été guidé, dans ses arrières-pensées, par le souci de soigner sa candidature à la Présidence de la République. Il a tout de même eu le courage de proclamer une vérité que la Chambre entière a applaudie, y compris les communistes. »

Et pour mieux préciser la position prise ou si l'on préfère la tactique adoptée vis-à-vis de l'Église par le parti communiste français, notons que M. Thorez, son secrétaire général, persévère à tendre la main aux catholiques, main qui, hélas, n'est peut-être qu'une griffe (du moins certains excès commis par les moscoutaires ou avec leur complicité tant en Russie qu'au Mexique et surtout en Espagne permettent-ils de le redouter)... Quoi qu'il en soit, main ou griffe, le geste du leader communiste n'en garde pas moins la valeur d'un symbole susceptible d'impressionner les masses ouvrières dans le sens de la tolérance. En tout cas, il constitue la preuve éclatante que M. Thorez soit que le catholicisme français est une force avec laquelle il doit compter.

Or, où le catholicisme français a-t-il puisé cette force qui lui vaut de tels égards de la part des partis « laïques » de gauche, voire d'extrême-gauche ?

Et cette question nous amène à rechercher les :

B.— Causes du retour en cour du catholicisme français

A notre sens, ce qui a permis, sinon déterminé, l'attitude déferente de la France officielle envers l'Église, c'est avant tout la position si noble, si humaine, si chrétienne prise par cet admirable vieillard qu'est Pie XI, l'un des plus grands papes des temps contemporains, devant les principaux problèmes de l'heure, position dont, à l'exemple des cardinaux Verdier, Liénart, Gerlier et Suhard, l'épiscopat français s'est fait le fidèle interprète.

Paix entre les nations?... Réprobation de la guerre et condamnation de ses horreurs : massacres de population civile et bombardements de villes ouvertes, fussent-ils signés d'un général catholique. Au surplus, qu'on se souvienne des efforts du Saint-Père en faveur de la paix, lors de la crise tchéco-slovaque. Nombreux sont les Français dont les oreilles sont encore bercées par la sainte voix du Souverain Pontife, toute vacillante d'émotion et chevrotante d'âge, qui, par un soir de fin septembre, partant du Vatican, traversait un ciel lourd d'orages et de menaces, portée sur un train d'ondes, et parvenait jusqu'à eux comme un souffle de réconfort : le vénérable vieillard offrait sa vie à l'autel de la Paix !

Paix entre les races?... Protestations vigoureuses contre les brimades, les sévices et les persécutions dont sont victimes les Juifs des pays totalitaires, Allemagne et Italie, au nom des théories racistes d'un Julius Streicher ou d'un Farinacci. Condamnation sévère de toutes ces doctrines de mépris, de haine, de brutalité, de violence, de domination, d'abominable tyrannie à l'égard des individus non aryens, appartenant à une race prétendue inférieure et maudite. Donc fraternité entre tous les hommes sans distinction de race ou de couleur, entre tous les hommes qui ne constituent qu'une seule et grande famille, la famille humaine, œuvre de Dieu et à laquelle appartient Jésus, son fils !

Paix entre les religions?... Réprobation indignée de toute persécution religieuse. Propagation de la foi catholique par le verbe et non par le glaive, par la conviction et non par la violence. Donc apostolat dans la tolérance, la fraternité, la liberté, la paix !

Paix entre les classes sociales?... Condamnation énergique des excès du libéralisme économique et proposition d'un « ordre social nouveau » dont le moins que l'on puisse dire est qu'il ne manque point de hardiesse. Sollicitude toute particulière pour les ouvriers, ainsi qu'en témoigne la déclaration faite par S. S. Pie XI à Mgr Bornet, évêque de Saint-Étienne, en décembre dernier :

« La population de Saint-Étienne est surtout une population d'ouvriers. Vous leur direz que le Pape les bénit et les aime particulièrement parce qu'ils sont des ouvriers. Ils sont des ouvriers comme Notre-Seigneur l'a été... »

Paix entre les citoyens d'un même État?... Préférence marquée pour la démocratie, forme de gouvernement la plus propice au développement et à l'épanouissement de « l'éminente dignité de la Personne humaine » et du « droit sacré de la Liberté »...

Or, sur tous ces points, la doctrine du Vatican s'apparente à la ligne de conduite du gouvernement français.

Lorsque S. S. Pie XI lutte contre la guerre qui menace, ses efforts ne concordent-ils point avec ceux de MM. Daladier et Bonnet? Lorsque le Saint-Siège s'élève contre les bombardements des villes ouvertes de Chine, d'Espagne ou d'ailleurs, agit-il autrement que le Quai d'Orsay? Lorsque le Saint-Père, condamnant le racisme, s'écrie à l'occasion de la réception des élèves du Collège de la Propagande : « ... La réalité humaine et la dignité humaine exigent une seule et grande famille, le genre humain, la race humaine ! » n'exprime-t-il point, au fond, la même pensée que M. Édouard Herriot, Président de la Chambre des Députés, qui lui, condamnant la guerre italo-éthiopienne, s'écriait, il y a quelque trois ans : « Noirs ou blancs, tous les hommes ont le sang rouge ! »

Puis lorsque, dans sa célèbre Encyclique *Quadragesimo Anno*, Sa Sainteté, après avoir dénoncé des excès d'un certain libéralisme économique, conseille la modération aux patrons et aux ouvriers, est-elle si désagréable que cela au Ministre du Travail, même élu du « Front populaire »? Enfin lorsque le Vatican marque sa sympathie pour la forme démocratique, défend la liberté et la fraternité, devise de Marianne, n'est-il pas applaudi par la quasi-unanimité des Français?

Si l'on ajoute à cela que le clergé français a largement payé son tribut pendant la Grande Guerre, qu'il a fait preuve depuis d'un loyalisme politique irréprochable, qu'il a eu la sagesse de se tenir strictement à l'écart tant de l'affaire du 6 février 1934 que des dernières luttes électorales de mai 1936, on comprend que l'identité ou tout au moins l'analogie des points de vue ait rendu possible et justifié aux yeux des masses un rapprochement entre le Saint-Siège et la République française, rapprochement que souhaitaient d'ailleurs la plupart des « vieilles barbes anti-cléricales » elles-mêmes.

* * *

Or, pourquoi un tel revirement de la part des vieux comme des jeunes « laïques » ?

Les partis politiques de droite, conservateurs ou « réactionnaires » l'expliquent uniquement par des considérations tactiques suggérées par les contingences de la politique extérieure et intérieure.

Politique extérieure?... Dans l'Europe troublée d'aujourd'hui, où ici l'incendie fait rage, où là le feu couve, le gouvernement français, s'il veut éviter la conflagration générale, a besoin, non seulement de l'appui des démocraties anglo-américaines, mais aussi de la plus haute puissance spirituelle du monde : le Vatican !

Politique intérieure?... Le catholicisme français est une force matérielle, organisée et disciplinée avec sa « Fédération Nationale Catholique » qui groupe quelque deux millions de membres et surtout avec ses mouvements spécialisés, syndicalistes (la C. F. T. C. compte au moins 500,000 adhérents), sportifs (la F. G. S. P. F. réunit 500,000 jeunes gens) et autres¹... Il faut donc compter avec lui, le ménager, gagner sa sympathie, sinon sa confiance et, si possible, « piper » ses voix.

Ces explications tactiques (et sans doute pas absolument désintéressées, elles non plus, de la part de « droitiers » qui voudraient bien ne pas voir une partie des voix catholiques leur échapper) ne sont peut-être pas sans fondement, mais elles sont certainement incomplètes, car, qu'on le veuille ou non, un profond changement est survenu, depuis quelques années, dans les esprits tant des masses françaises que de leurs dirigeants.

* * *

Chez les masses, on a appris à mieux connaître et, partant, à mieux apprécier le prêtre : on l'a vu, qui dans les tranchées poussant l'abnégation jusqu'au sacrifice, qui dans les casernes, toujours volontaire pour les corvées, on l'a revu au chevet de ses parents ou de ses grands-parents moribonds, toujours avec le même dévouement.

1. On se reportera utilement à notre étude sur « Les œuvres sociales du catholicisme français ». *Le Canada français*, numéro d'avril, mai, septembre et octobre 1938.

Et puis le Pape, Pie XI, ce vieillard bien trempé, dont la presse et la radio n'ont jamais tant parlé, c'est vraiment un « bon type » qui veut la paix ne l'a-t-on pas entendu au moment de Munich — et qui ne semble guère aimer le « facisme » : dame, il a quitté Rome comme Hitler y entrait !... Sans compter qu'il n'est pas tant « réactionnaire » qu'on le croyait : il y a longtemps qu'il voulait des congés payés. D'ailleurs on se remue au Syndicat chrétien : ça vaut presque la C. G. T.

Et l'on envoie les gosses au catéchisme ¹, souvent au patronage ou à la colonie de vacances : un communiste ne nous confiait-il pas d'un air très convaincu que « jusqu'à l'âge de 14 ou 15 ans, les curés donnent de bons conseils, mais après c'est différent... » : j'aurais, bien voulu savoir pourquoi, mais mon interlocuteur a été incapable de satisfaire ma curiosité...

Et naturellement les enterrements civils se font de plus en plus rares, car, si fort d'esprit que soit l'ouvrier français de 1939, le crucifix, c'est tout de même sa seule espérance au seuil de l'au-delà !

En somme, catholiques inscrits sur les registres de baptême, de communion solennelle, de mariage et de décès, les travailleurs manuels des villes françaises ne sont pas, pour la plupart, des catholiques pratiquant soit par respect humain, soit par indifférence, soit par opposition au « cléricisme » tel que le définissait Jules Ferry en ayant d'ailleurs soin de le distinguer du « catholicisme », soit simplement par ordre de Moscou. Ce qui ne les empêche point de manifester leur sympathie pour le « vieillard du Vatican », le cardinal archevêque de Paris, et, bien entendu, le curé de la paroisse, un brave cœur qui, lui, par exception, (mais dans les autres paroisses on en dit autant) sait comprendre les ouvriers et qui, comme eux, arrive bien juste à joindre les deux bouts.

Donc plus d'hostilité, mais de la bienveillance, voire de la sympathie, plus ou moins consciente et plus ou moins extériorisée pour le chef de l'Église et ceux de ses Ministres qui les approchent, mais encore une sorte de méfiance préconçue

1. Le curé d'une paroisse ouvrière d'une ville du centre nous disait tout récemment que le nombre de familles qui n'envoient pas leurs enfants au catéchisme était infime, quelques unités pour mille.

et par ci par là quelques réticences à l'encontre du clergé considéré dans son ensemble.

Au surplus, la position actuelle de la majorité des masses ouvrières françaises vis-à-vis de l'Église nous semble assez bien synthétisée par la déclaration que nous faisait récemment un militant d'extrême gauche :

— « Pourquoi mangerions-nous du curé quand nous avons du capitaliste : c'est autrement nutritif !... D'ailleurs, parmi ces prêtres, combien, au fond, sont avec nous, ce qui, somme toute, est logique puisque le Christ dont ils se réclament a été le premier socialiste qu'il y ait eu sur terre... »

— « Peut-être, avons-nous rétorqué, mais lui était sans haine... »

Bref, si les masses françaises ont quitté la voie du sectarisme pour celle de la tolérance, elles ne se sont pour ainsi dire pas encore engagées dans celle de la « rechristianisation » proprement dite : pour les y amener, aucune faute n'est à commettre.

* * *

Quant aux dirigeants, eux aussi, se sont rendu compte qu'à vouloir « manger du curé », on finit toujours par se casser quelques dents et par attraper une indigestion. Ils ont relu leur Histoire et peut-être aussi leur Histoire Sainte. Depuis vingt siècles, l'Église a résisté aux assauts de toutes les puissances temporelles : jamais on n'a pu l'abattre et les quelques succès que, ça et là, on croyait avoir remportés sur elle n'étaient que des victoires à la Pyrrhus dont le vainqueur est toujours sorti plus affaibli que le vaincu. Et de ceci, tout près de nous, la tragédie espagnole n'est-elle pas l'illustration saisissante ! Le gouvernement républicain, après avoir toléré sinon encouragé, en 1936, des atrocités tellement odieuses qu'elles classent les victimes, prêtres et religieuses, au rang des martyrs chrétiens de la Rome antique, n'a-t-il pas, deux ans plus tard, été amené à faire connaître officiellement aux autorités religieuses son désir de voir rouvrir les églises ! De fait, M. Raymond Laurent, ancien président du Conseil Municipal de Paris, député démocrate populaire, fervent catholique, a affirmé, du haut de la tribune du Palais-Bourbon, qu'il avait pu constater, au cours d'un

voyage d'information en Catalogne, la reprise du libre exercice du culte : lui-même n'assista-t-il point le 25 décembre 1938, à la messe de minuit en plein Barcelone ! Quoi qu'il en soit et en dépit d'une amende honorable, d'ailleurs bien tardive, la politique antireligieuse du gouvernement de Valence ne lui a guère porté chance, puisqu'à l'heure où nous écrivons ces lignes, il a disparu. Dieu veuille que cette nouvelle leçon, puisse profiter à tous les Nérons modernes !

Cette épreuve était d'ailleurs bien inutile aux dirigeants français qui, même au lendemain de la victoire du Front populaire de mai 1936, ne se départirent jamais d'une politique religieuse de sagesse, d'une neutralité bienveillante et déférente à l'égard de l'Église. D'ailleurs à quoi bon s'en prendre à celle-ci contre qui jamais les portes de l'Enfer ne pourront prévaloir : l'attaquer, ne serait-ce pas risquer d'aller à Canossa, ne serait-ce pas, en tout cas, provoquer de nouvelles dissensions intérieures à une heure où plus que jamais, l'union entre les Français s'impose pour faire face aux périls extérieurs !

Or, puisque la France est dans l'impossibilité absolue de retrouver l'unité morale dont elle a tant besoin sans le concours des forces catholiques, pourquoi ne pas la faire avec elles en leur réservant dans la nation la place à laquelle elles ont droit, c'est-à-dire la place d'honneur ? De fait, la chose semble d'autant plus commode à réaliser que le chef de l'Église, S. S. Pie XI, professe en politique extérieure une doctrine qui, dans ses grandes lignes, s'identifie à celle de la démocratie française : nous l'avons montré plus haut sans nous en étonner, car la civilisation française étant essentiellement chrétienne, qu'on le veuille ou non, toute idéologie, toute conception, toute doctrine qui la heurtent et la menacent ne peuvent que heurter et mettre en danger l'Église elle-même.

Et il va sans dire qu'à l'heure où le Saint Père avec une noblesse qui l'honore pousse le courage et la tolérance jusqu'à s'attaquer aux plus puissants dictateurs pour défendre les Juifs injustement persécutés, ce n'est point à la République française, pays de la liberté, de toutes les libertés, de la liberté de conscience et du culte comme des autres, d'aller faire preuve d'un sectarisme abject à l'égard de l'Église.

Ainsi un souffle nouveau a passé sur la « douce France » : renonçant à une hostilité presque séculaire, la nation tout entière s'est reprise « à regarder avec sympathie la religion de ses pères et à espérer en elle ». Elle a enfin compris que devant des gestes comme ceux de l'illustre vieillard qu'est S. S. Pie XI, il n'est qu'une seule attitude vraiment digne : Tous debout ! Chapeau bas !

Conclusion

Notre conclusion, nous l'emprunterons à la belle conférence « Que faut-il à l'heure actuelle à l'humanité ? » que vient de faire S. Ém. le Cardinal Verdier au Théâtre Marigny :

« En dépit d'une législation qui reste anticléricale, la France, conduite elle aussi par les événements, qui sont toujours plus forts que les hommes, se retrouve à côté de l'Église dont elle est séparée et qu'ils voulaient ignorer, pour défendre avec elle un patrimoine commun.

Elle aussi est obligée de renoncer à certaines attitudes et de reconnaître que l'Église, dont elle voulait se tenir éloignée, est en définitive la meilleure gardienne de ce dépôt de vérités et d'institutions qui constitue la civilisation chrétienne, la sienne.

Elle sent qu'un lien d'étroite parenté l'unit à cette société spirituelle avec laquelle, à travers des péripéties diverses, ses ancêtres ont collaboré pendant plus de quinze siècles !

A la lumière des événements, la France doit reconnaître que ses intérêts les plus essentiels, son éternelle mission l'obligent à constituer avec l'Église... comme un nouvel « axe » pour défendre les valeurs spirituelles qui lui sont chères et qui constituent son meilleur patrimoine...

Voilà le fait. Il est réel, évident pour tous. Il est pour nous si plein de promesses... »

Eh oui ! quelles qu'en soient les causes, le fait est là, indéniable, irréfutable : le catholicisme est respecté et même honoré par les pouvoirs publics français !...

L'Église libre occupant dans l'État libre une place d'honneur qui lui permette de jouer, au-dessus des partis, de tous les partis politiques, ce rôle d'apaisement qui est conforme à sa divine mission : que voilà une formule qui, dans l'avenir, n'en déplaît à quelques anticléricaux fielleux, heureusement de plus en plus rares et de moins en moins suivis, devrait donner d'heureux résultats !

En tout cas, que l'on sache donc bien à l'étranger, une fois pour toutes, que le conflit entre l'Église et l'État appartient au passé. La France laisse ces dangereuses mesquineries à ses voisins d'Outre-Rhin et peut-être aussi, hélas, d'au-delà les Alpes.

Charles CORCELLE.

Appendice

La cordialité des rapports entre l'Église et l'État français a été encore illustrée avec plus de clarté et de force par la mort de S. S. Pie XI et l'avènement de son successeur S. S. Pie XII.

Bornons-nous à un simple rappel des faits les plus saillants :

I — MORT DE S. S. PIE XI

a) Hommages de MM. Daladier, Président du Conseil, Bonnet, Ministre des Affaires Étrangères, Herriot, Président de la Chambre et Jeanneney, Président du Sénat ;

b) Condoléances de M. Lebrun, Président de la République ;

c) Séances parlementaire levées en signes de deuil ;

d) Dîner et soirée de l'Élysée ajournés ;

e) Drapeau en berne sur tous les monuments publics ;

e) Service solennel à Notre-Dame en présence de tous les membres du gouvernement ;

f) Éloge de Pie XI et radiodiffusion des cérémonies funèbres par les postes d'État ;

g) Déclarations de hautes personnalités, notamment celles du Grand Rabbin de France et du Président de la Fédération des Églises protestantes de France ;

h) Articles louangeurs de la presse unanime de *l'Humanité*, organe officiel du parti communiste, à *l'Action française*, journal de M. Charles Maurras ;

Etc., etc.

II — AVÈNEMENT DE S. S. PIE XII

a) Envoi d'une délégation officielle à la cérémonie du couronnement, délégation présidée par M. Champetier de Ribes, ministre des Pensions ;

b) Radiodiffusion de la cérémonie et même de ses préparatifs par les postes d'État ;

c) Cadeau de M. Albert Lebrun, Président de la République (riche coffret pour les Saintes Huiles datant du XIV^e siècle) ;

d) Hommage de la presse ;

Etc., etc.